



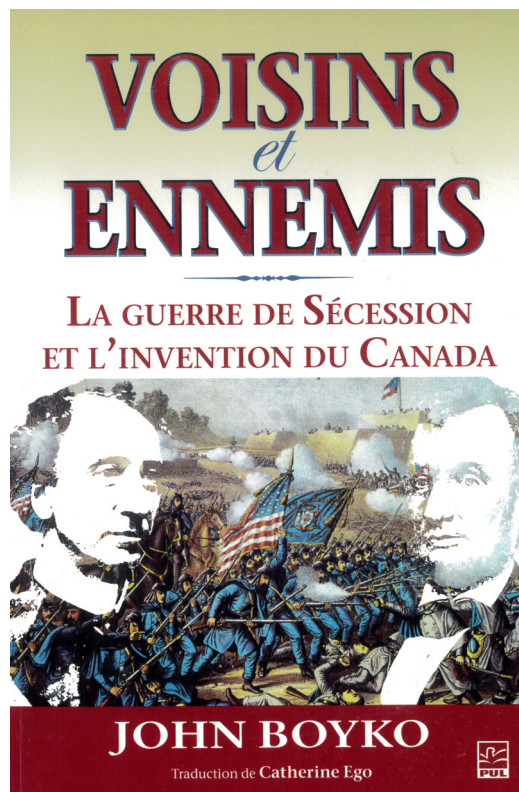
## LA GENÈSE DE LA CONFÉDÉRATION CANADIENNE

DEUX livres récents, *MONTRÉAL, NID D'ESPIONS*, de Barry Seehy, et *VOISINS ET ENNEMIS, LA GUERRE DE SÉCESSION ET L'INVENTION DU CANADA*, de John Boyko, viennent établir, aussi définitivement que possible en histoire, les circonstances qui ont conduit à la création de la Confédération canadienne en 1867. Certains faits étaient bien connus, mais d'autres, surtout l'activité des Confédérés à Montréal durant la guerre de Sécession, sont une révélation.

Étudiant l'origine d'une mystérieuse statue dans le cimetière confédéré de Savannah, en Géorgie, Seehy trouva les preuves du séjour de nombreux Confédérés à Montréal. La ville avec son port très actif était très largement favorable à leur cause, comme la majorité des Canadiens, même si 40 000 d'entre eux s'étaient enrôlés illégalement du côté nordiste par appât du gain et malgré les condamnations de l'Église.

### LA CRAINTE DES ÉTATS-UNIS

Le premier discours d'Abraham Lincoln après son investiture comme Président des États-Unis, le 4 mars 1861, avait été très clair : il ne prétendait pas mettre fin à l'esclavage pratiqué dans les États du Sud, mais il voulait à tout prix préserver l'Union, autrement dit empêcher les Confédérés, qui tenaient à garder une certaine autonomie, de se séparer. Aux yeux des Canadiens, leur voisin était en train de se transfor-



mer en un État-nation centralisé et militarisé. Leurs craintes s'aggravèrent quand Lincoln censura les journaux d'opposition, emprisonna les opposants illégalement et abrogea l'*Habeas corpus*.

On assista alors à d'étonnantes conversions, comme celle de Thomas d'Arcy McGee, ancien nationaliste irlandais, député de Montréal-Ouest, dont l'aversion pour l'Angleterre se mua en une ardente défense de nos liens avec Londres pour garantir notre indépendance. Il était évident pour lui que les États-Unis voulaient annexer un jour les colonies britanniques : « *Les États-Unis ont convoité la Floride et s'en sont emparés ; ils ont convoité la Louisiane et l'ont achetée ; ils ont convoité le Texas et l'ont volé,*

*puis ils ont déclenché une querelle avec le Mexique qui s'est terminée par l'obtention de la Californie.* »

La classe politique et la presse canadienne se rallièrent rapidement à la cause sudiste. Tout ce qui affaiblissait les États-Unis était bon pour les colonies britanniques d'Amérique du Nord et méritait d'être soutenu.

Le gouvernement de Londres était plus nuancé par souci de ses intérêts commerciaux. En mai 1861, une déclaration de neutralité lui valut une exemption du tarif douanier protectionniste et l'accès aux ports sudistes, malgré leur blocus.

Cette faveur eut comme conséquence de rendre Montréal très attrayant pour les deux belligérants, afin d'y négocier de juteux et discrets échanges commerciaux.



Thomas d'Arcy McGee  
Majesté jugea prudent de renforcer les garnisons au Canada et ses fortifications. Une flotte fut envoyée à Halifax avec 11 000 hommes, que 60 000 autres devaient rejoindre sous peu.

Mais une fois ces importants renforts débarqués, on constata qu'on ne disposait pas de moyens pour les déplacer rapidement le long de la frontière. C'est ce qui décida la construction d'un chemin de fer transcontinental.

### MONTRÉAL, VILLE SUDISTE

Son statut de neutralité et son port actif ne tardèrent pas à faire de Montréal le refuge tout indiqué pour les partisans sudistes traqués par la police de Lincoln. Un réseau de renseignements et d'espionnage s'y constitua au profit du Sud. Des hommes d'affaires, des soldats, des diplomates, des avocats, des médecins, des pasteurs, des politiciens, et même des femmes distinguées qui ne furent pas les dernières à s'illustrer par leur courage, acceptaient de passer bénévolement des messages, des documents et des renseignements. Aucun n'était espion professionnel, ils n'en risquaient pas moins leur vie : plusieurs furent arrêtés, emprisonnés, voire même exécutés.

Montréal accueillait aussi les prisonniers évadés, qui s'y organisèrent en bras armé sudiste pour mener des raids à l'arrière des Nordistes.

À partir de 1862, de nombreux officiers et fonctionnaires du Sud y envoyèrent leur famille se mettre à l'abri, de même des banquiers et des hommes d'affaires. Tout ce beau monde s'installait rue Saint-Jacques, non loin du Sr Lawrence Hall qui devint le quartier général sudiste à Montréal, à la vue de tous.

Car les affaires allaient bon train, stimulées par le blocus. Le Sud, privé d'industries, était immensément riche en coton, tabac, térébenthine et riz. Par exemple, le blocus augmenta la valeur de la balle de coton de 1000 % ! Or, les Confédérés étaient disposés à payer le

En octobre 1861, l'arraisonnement d'un navire britannique avec deux diplomates confédérés à bord par un bateau de guerre yankee a failli faire basculer l'Angleterre dans le camp sudiste, mais leur prompt libération justifia l'indulgence de Londres.

Toutefois, le gou-

prix fort pour se procurer les armes, les munitions et les médicaments dont ils avaient un urgent besoin. Un seul voyage aller-retour à travers le blocus permettait d'acheter une goélette d'une valeur de 50 000 \$, et de rapporter 600 000 \$ à son propriétaire et à ses investisseurs ! La flotte des « forceurs de blocus », gérée depuis Montréal, comptait plus de... 1500 bateaux !

C'est aussi de Montréal que de riches hommes d'affaires, dont les Morgan qui bâtirent à cette occasion la fortune de la banque éponyme, mirent sur pied une opération de spéculation sur l'or pour affaiblir le billet vert.

Tout cela n'empêcha pas la situation des Confédérés de devenir catastrophique sur le plan militaire à la fin de 1863 : les Nordistes, commandés par le général Grant, remportaient victoire sur victoire.

### DÉSTABILISER LINCOLN



Jacob Thompson  
Pour parer la catastrophe, le Président des États confédérés, Jefferson Davis, décida d'utiliser au maximum les sympathisants sudistes réfugiés au Canada. Il voulait faciliter les évasions, soutenir les opposants politiques de Lincoln et tenter de provoquer des incidents pour que l'Angleterre renonce à sa neutralité.

Il confia cette mission à un ami, Jacob Thompson, brillant juriste et prospère exploitant dans le Mississippi, qui fut Secrétaire à l'Intérieur des États-Unis avant la guerre : il connaissait donc bien Lincoln et tout son entourage. Il eut carte blanche.

Il entreprit de multiplier dans les États du Nord des opérations commandos, comme nous dirions aujourd'hui. Aucune ne réussit, mais chaque fois, les relations se tendaient entre l'Union et l'Angleterre.

Il monta alors de toutes pièces une offre de négociation de paix, dans laquelle Lincoln entra à reculons, sentant le piège. Et de fait, elle échoua évidemment devant les exigences de Lincoln, mais comme le pays commençait à souhaiter la fin des hostilités qui provoquaient une hécatombe – 640 000 soldats ont été tués durant le conflit, et probablement autant de civils –, la

cote de popularité du Président baissa encore, il fallait donc accentuer la tendance.

Après une tentative de libération de soldats sudistes sur une île des Grands Lacs et la capture d'un navire américain au large de New York, le gouvernement américain décida de renforcer les fortifications à la frontière et d'y augmenter ses troupes. Davis félicita Thompson : c'était autant de moins à se battre contre eux.

Le prix des victoires nordistes donnait bon espoir aux Confédérés de voir la guerre finir avant qu'ils soient vaincus : la seule campagne de mai et de juin 1864 avait coûté aux Nordistes 55 000 hommes, presque autant que les effectifs sudistes. L'opinion publique aspirait maintenant à la paix.

Des organisations secrètes comme celle des *FILS DE LA LIBERTÉ*, forte de 300 000 membres, jurèrent de battre Lincoln aux prochaines élections prévues à l'automne. Ils organisèrent l'évasion des prisonniers sudistes du camp Douglas à Chicago, et voulaient proclamer en juillet 1864 la République du Midwest, dont Chicago serait la capitale. En même temps, une offensive sudiste dans le Kentucky ferait diversion.

L'opération fit long feu, mais c'est à cette occasion que Lincoln apprit par un espion le rôle de Thompson.

Le 19 octobre 1864, un autre épisode envenima encore les relations avec Washington. La petite ville de St-Albans, dans le Vermont, à une vingtaine de kilomètres de la frontière du Canada, fut attaquée par une poignée de cavaliers sudistes. Ils jetèrent la panique dans la cité, pillèrent la banque et firent prisonniers tous ceux qui se trouvaient sur leur chemin, jusqu'à ce qu'un capitaine nordiste rassemblât quelques hommes et se lançât à leurs trousses quand ils quittaient la ville avec leur butin. Après une chevauchée endiablée, ils passèrent la frontière, leurs poursuivants aussi. Les autorités canadiennes les arrêtèrent, mais elles refusèrent de remettre les Sudistes au gouvernement américain, lui reprochant la violation de la frontière. Prudemment, Lincoln se contenta d'améliorer la défense des villes

frontalières et y affecta 2000 soldats supplémentaires.

Pendant ce temps, Grant continuait ses offensives sanglantes contre les Confédérés, incendiant villes et récoltes. Thompson prépara le soulèvement de la population de Chicago et de New York pour se venger, mais le complot fut éventé. Il ne réussit qu'à faire déclencher des incendies dans les hôtels et les théâtres de New York, vite circonscrits. Jamais à court d'idées, il arma un navire avec des canons fabriqués en cachette en Ontario, qui alla bombarder des villes sur le pourtour des Grands Lacs.

Là-dessus, le procès des assaillants de St-Albans avorta, les détenus en profitèrent pour s'échapper en emportant une partie des fonds volés à la banque. Furieux, le général Dix, commandant les troupes du Nord, ordonna de s'emparer des fuyards sans tenir compte de la frontière. En soi, cela équivalait à une déclaration de guerre.

La situation s'aggrava encore après une tentative ratée d'évasion de généraux sudistes. Thompson se frottait les mains : une guerre allait éclater au Nord, soulageant la pression militaire sur les Confédérés.

C'était sans compter avec l'intelligence de Lincoln qui, comprenant le but recherché par Thompson, résista à l'opinion publique et au Congrès. Les États-Unis firent savoir qu'ils ne renouvelleraient pas le traité de libre-échange avec l'Angleterre. Ils parlèrent aussi de remilitariser les Grands Lacs. Nous étions en décembre 1864.

Le gouvernement du Haut et du Bas-Canada s'employa à limiter les dégâts, mais il dépendait de Londres, ce qui l'handicapait dans de telles situations, puisqu'il n'avait pas les mêmes intérêts que la puissance coloniale. Plusieurs comprirent alors qu'il était temps de sortir du cadre étroit de la colonie.

## LES PROJETS DE CONFÉDÉRATION

Déjà en mai précédent, à l'Assemblée législative de Québec, siège du gouvernement du Canada à cette époque, dix-sept hommes politiques de toute tendance



Alexander Galt

s'étaient réunis, dans une atmosphère assez lourde. L'un d'eux, George Brown, le très influent rédacteur en chef du *Globe* à Toronto, ancien chef du parti réformiste, avait fermé la porte à clef et déclaré aux seize autres qu'ils ne sortiraient pas de la pièce avant d'avoir discuté sérieusement du projet d'une nouvelle formule de gouvernement : une fédération.

Mais très vite on décida de parler plutôt de confédération, pour bien marquer que, même si nos Provinces auront une liste de compétences limitées comme dans une fédération, il ne serait pas question de laisser l'État fédéral devenir une *dictature* à l'exemple de celle du Président des États-Unis.

En fait, Brown reprenait l'idée lancée par Alexander Galt, lorsque ce riche député de Sherbrooke, ancien réformiste, s'était rallié en 1857 au parti conservateur de Macdonald à condition de travailler avec Georges Étienne Cartier à la formation d'une confédération. Londres ne s'y opposant pas, des contacts avaient été pris avec les responsables des différentes colonies britanniques d'Amérique du Nord. Mais un changement de gouvernement à Londres avait tout remis en question.

C'est à ce moment-là que George Brown fut acquis au projet, au point d'oublier son aversion pour le catholicisme des Canadiens français. Il s'en fit avec succès le propagandiste au sein du parti réformiste. « *Il fit vibrer une corde très sensible chez les réformistes comme chez bien d'autres Canadiens : l'antiaméricanisme.* »

Alors, sans véritablement appuyer le mouvement, Londres décida de ne pas s'y opposer. Malheureusement, les députés conservateurs le rejetèrent, oubliant qu'ils en avaient été les premiers promoteurs, pour l'unique raison que la motion avait été présentée par le parti adverse.

Avec la grave maladie de Brown, absent du Parlement en 1861-62, le projet sembla mort et enterré. La guerre de Sécession le ressuscita.

En effet, pour se protéger des velléités belliqueuses de son voisin, le Canada devait mobiliser 50 000 hommes. Le gouvernement conservateur n'en avait pas les moyens financiers, ce qui força le gouvernement anglais à envoyer des renforts, dont il avait pourtant besoin ailleurs. Cela le décida à encourager l'émancipation de ses colonies, afin qu'elles assurent elles-mêmes leur défense.

En 1863, Brown retrouva sa place au Parlement, bien déterminé à relancer le projet, d'autant plus que se précisait le danger d'une invasion yankee. Face à une armée puissante et aguerrie, en pleine crise économique après la suppression du Traité de Réciprocité canado-américain, comment, tout seul, le Canada pouvait-il réagir efficacement et, en plus, s'opposer aux visées expansionnistes des États-Unis vers l'Ouest du continent ?

Quand, en mars 1864, Thompson augmenta la pression sur le gouvernement de Lincoln, Brown revint à la charge : « *Les Canadiens doivent se tenir côte à côte et mener leur propre combat pour la prospérité et le progrès et, si nécessaire, unir leurs forces pour venir à bout*

*de leur ennemi commun.* » Mais il était encore trop tôt pour surmonter les intérêts partisans.

Finalement, avec la montée en puissance de Bismarck en Europe, l'Angleterre rappela ses milliers de soldats envoyés défendre le Canada. Les colonies britanniques d'Amérique du Nord, si elles ne se regroupaient pas, deviendraient des proies faciles pour les États-Unis. Il était temps que les chefs politiques répondent à l'invitation de Brown à se retrouver à huis clos en mai 1864.

Ils eurent huit rencontres de ce genre où, une fois n'est pas coutume, chacun laissa de côté les intérêts de son parti pour penser au bien commun des colonies britanniques d'Amérique du Nord. Les députés canadiens ne se montrèrent pas aussi désintéressés ; ils firent tomber le gouvernement Macdonald ! Tout aurait été à



George Brown

recommencer si, le soir même, Brown n'avait pas invité le chef conservateur, son principal adversaire politique, à un entretien discret à son hôtel.

Le lendemain, à la stupéfaction générale, Macdonald ne démissionna pas, mais annonça une nouvelle coalition gouvernementale avec Brown. Pour une fois et, semble-t-il, pour l'unique fois de notre histoire, ce 14 juin 1864, la recherche du bien commun l'avait emporté sur l'intérêt partisan.

### UNE CONFÉDÉRATION ANTIAMÉRICAINE

Si nos chefs politiques étaient bien décidés à unir les colonies britanniques d'Amérique du Nord, ils étaient aussi unanimes pour rejeter le modèle américain, que Lincoln présentait pourtant comme LE modèle universel. La réalité était tout autre, les Canadiens ne furent pas dupes. Très influencés par les thèses d'Edmund Burke, un nationaliste irlandais de la fin du 18<sup>e</sup> siècle, ils pensaient que *« l'un des grands fléaux des États-Unis consiste en ce que le président y devient despote pendant quatre ans. (...) En plaçant le pouvoir entre les mains du peuple et en rendant les ministres responsables devant le Parlement, la Constitution britannique nous préserve d'un tel despotisme. »* Même pour les Canadiens-français, il n'était pas question de rompre avec le parlementarisme britannique, qui leur garantissait des avantages acquis.

En septembre et en octobre 1864, les discussions se poursuivirent à Charlottetown, Halifax et Québec, quelque peu freinées par les hésitations de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-neuve qui ressentaient moins le besoin de se protéger des USA, et donc l'urgence d'aboutir.

Pour les décider, mais sans pour autant lever toutes les réticences, il fallut le rapport d'un ingénieur militaire, commis par le gouvernement britannique pour étudier la défense des colonies. En effet, il démontrait que celles-ci étaient indéfendables, à moins d'investir une somme considérable pour augmenter les effectifs militaires, rénover ou construire des fortifications et armer une flotte sur les Grands Lacs.

Brown fut alors délégué pour plaider à Londres la cause de l'unification des colonies anglaises d'Amérique. Au moment de s'embarquer, il apprit la mauvaise nouvelle de la réélection de Lincoln.

Londres n'eut pas de mal à se laisser convaincre. Brown rentra au Canada pour la session parlementaire de janvier 1865, au cours de laquelle il espérait bien obtenir la ratification du projet de Confédération canadienne. Mais l'abrogation par les États-Unis du Traité de Réciprocité avec les colonies britanniques accapara d'abord les débats.

On vota la création d'une police des frontières,

chargée aussi de surveiller les activités sudistes, et on renforça la loi sur les étrangers pour permettre leur déportation dès qu'ils étaient soupçonnés d'activités hostiles envers un pays ami du Canada. C'était empêcher efficacement Thompson de poursuivre sa mission au profit des Sudistes.

Le calme revenu, le 6 février 1865, les discussions au sujet de la Confédération reprirent à l'Assemblée législative. Une nouvelle fois, Brown posa la question : *« Chacun doit maintenant se poser cette question pratique : comment agir, étant donné le contexte des relations nouvelles vers lesquelles nous nous acheminons, devons-nous continuer de nous battre isolément les uns les autres, collectivité par collectivité, ou devons-nous unir nos forces dans la bonne entente afin d'accroître les échanges commerciaux, développer les ressources de notre pays et défendre notre territoire ? »*

Malheureusement, ce qui était clair au Canada l'était moins au Nouveau-Brunswick, qui avait d'importants liens économiques avec les USA ; l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-neuve et la Nouvelle-Écosse étaient aussi hésitantes.

### L'ASSASSINAT DE LINCOLN

En mars 1865, Lincoln, satisfait des mesures adoptées par Macdonald, revint sur sa décision d'abroger le Traité de Réciprocité. Quelques jours plus tard, c'était la défaite des Sudistes. Le président Jefferson Davis prenait la fuite, abandonnant Richmond, sa capitale, dévastée par un incendie. Le 4 avril, Lincoln, escorté par une foule d'esclaves libérés et tenant son fils par la main, traversa à pied la ville, entra dans la maison de Davis pour aller s'asseoir à son bureau.

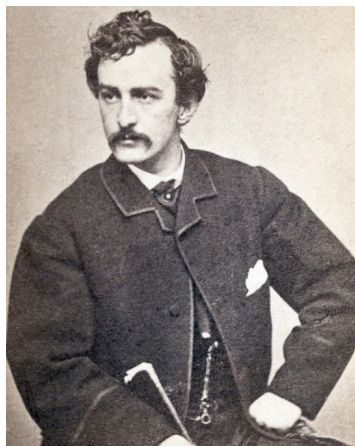
La reddition de la dernière armée sudiste devait se faire le Vendredi saint 14 avril. La victoire était complète, d'autant plus qu'on venait d'apprendre que Thompson s'était embarqué pour l'Europe. Lincoln pouvait bien aller se détendre au théâtre.

Or, s'y trouvait un jeune acteur alors très célèbre à l'époque, John Booth, sympathisant de la cause des Confédérés, qui avait été choqué de la violence de la répression nordiste. Il avait rencontré Thompson à Montréal afin d'échafauder un plan d'enlèvement de Lincoln pour l'échanger avec des prisonniers sudistes. L'opération était restée dans les cartons. Mais voici que ce 14 avril, il apprenait que le Président venait au théâtre...

Il allait pouvoir assouvir son désir de vengeance. C'était facile, il pouvait se déplacer dans le théâtre sans attirer l'attention afin de repérer la loge, et de placer son cheval à une issue de secours. Au moment propice, il entra sans bruit dans la loge présidentielle, tira dans la nuque de Lincoln, puis sauta sur scène en hurlant « Liberté pour le Sud » et il s'enfuit à cheval.

Au même moment, un complice poignardait le Secrétaire d'État Seward, alité chez lui à la suite d'un accident, mais il manqua son coup.

Lincoln mourut le lendemain matin, la nouvelle fit le tour du monde. L'enquête établit que Booth était allé récemment à Montréal. Brown fut bouleversé, il sut le dire publiquement dans des propos que presque tous les journaux du Canada et des Maritimes repriront. Les drapeaux furent mis en berne, des services religieux furent demandés. Des centaines de Canadiens se rendirent à Buffalo ou à Détroit pour rendre hommage au président assassiné.



John Booth

Si l'assassin du Secrétaire d'État arriva à gagner le Canada et à s'y cacher quelque temps, y compris chez des prêtres, avant de s'enfuir en Angleterre, une gigantesque chasse à l'homme poursuivit Booth. Il fut finalement retrouvé dans un petit village de Virginie et mortellement blessé durant son arrestation.

Pendant ce temps, aux États-Unis, l'enquête puis le procès révélèrent toutes les activités de Thompson, l'asile dont bénéficiaient les représentants du gouvernement sudiste, les fonds déposés dans les banques de Montréal. C'était accablant pour le Canada. Un vent d'anti-canadianisme souffla alors dans toute la presse américaine.

### LA CONFÉDÉRATION S'IMPOSE

Macdonald, Brown, Cartier, se rendirent à Londres pour obtenir du gouvernement anglais une déclaration officielle appuyant le projet de Confédération canadienne, afin de lever les dernières réticences des Maritimes et d'impressionner les Américains.

Or, au même moment, de nombreux anciens combattants sudistes s'organisaient pour empêcher la Confédération et projetaient d'envahir l'Ouest canadien, de connivence avec le mouvement fenian, mouvement irlandais très antibritannique. Heureusement, Macdonald en fut informé par ses espions, mais il apprit en plus que le

gouvernement américain les soutenait clandestinement.

Durant les premiers mois de 1866, craignant des tentatives d'invasion, Macdonald mobilisa 10 000 hommes de la milice. Mais la population frontalière aussi s'arma ; son attachement à la Grande-Bretagne déconcerta les Fenians, qui prétendaient apporter la liberté à une population sous le joug de l'Angleterre. Ils s'y essayèrent, mais en vain au Nouveau-Brunswick, galvanisant au contraire le nationalisme canadien et faisant basculer les Maritimes en faveur de la Confédération.

Impressionné par ce sursaut des Canadiens et ne tenant pas à repartir tout de suite en guerre, le gouvernement américain déclara en état d'arrestation tout Américain qui tenterait de traverser la frontière dans l'intention d'enfreindre les lois sur la neutralité. Les Fenians attaquèrent tout de même en mai 1866, près de Fort-Érié, mais l'armée américaine les arrêta et confisqua leurs armes.

Prenant acte du nationalisme de la population canadienne et de celle des Maritimes, Macdonald relança les négociations à l'automne 1866. En décembre, les délégués se retrouvèrent à Londres ; leur projet fut adopté le 12 février par la Chambre des Lords et le 8 mars par les Communes. Belle victoire pour Macdonald. Le Canada naîtra officiellement le 1er juillet 1867.

En conclusion, il faut remarquer que l'antiaméricanisme est dans les gènes du Canada. Les Canadiens de la seconde partie du 19<sup>e</sup> siècle, descendants de la Nouvelle-France ou des Loyalistes fidèles à la Couronne britannique, considéraient les États-Uniens nordistes comme des révolutionnaires dont les beaux principes cachaient en fait des ambitions hégémoniques et dictatoriales. Le Canada devait être au contraire le champion de l'ordre britannique fondé sur *l'Habeas corpus* et sur le respect des traditions sociales et politiques.

Un nouvel État était en train de naître, voué certes à s'émanciper de l'Angleterre, mais en prétendant tout garder de la « civilisation » britannique, de l'ordre européen.

Aujourd'hui, alors que l'esprit américain a envahi le Canada sans invasion militaire, le multiculturalisme a effacé en outre les traits européens et traditionnels du Canada. Toutefois, l'opposition nationaliste aux ambitions du Président Trump montre que l'antiaméricanisme n'est peut-être pas mort. Mais il aurait besoin d'une âme pour que ce ne soit pas un feu de paille, une réaction de susceptibilité. Il faudrait le retour du Canada français à sa vocation de convertir le continent. Ce sera un des fruits du triomphe promis du Cœur Immaculé de Marie, promis par Notre-Dame de Fatima.